

F. 91 — 858

28 FEVRIER 1991. — Décret instituant l'Office wallon de Développement rural (O.W.D.R.) (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Il est créé, sous la dénomination « Office wallon de Développement rural (O.W.D.R.) », un organisme d'intérêt public doté de la personnalité juridique et dont le siège est situé à Libramont.

L'Office est classé parmi les organismes de la catégorie A énumérés par l'article 1er de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Art. 2. L'Office a pour objet :

1° d'apporter son concours à la préparation et l'exécution de toute opération de remembrement de biens ruraux;

2° d'apporter aux communes, lors de la préparation et de l'exécution d'opérations de développement rural, l'assistance technique nécessaire et ce en particulier par la réalisation des projets des programmes communaux de développement rural;

3° de mener des actions de politique foncière dans le cadre de l'exercice de la mission prévue aux 1° et 2°;

4° d'élaborer tout document communal d'aménagement du territoire et d'urbanisme pour le compte des communes.

Art. 3. En vue de la réalisation de missions énumérées à l'article 2, 3°, l'Exécutif régional wallon peut, sur proposition de l'Office, poursuivre l'expropriation pour cause d'utilité publique d'immeubles bâtis ou non bâtis.

Art. 4. Les dépenses courantes de l'Office sont couvertes par la Région wallonne. Un crédit est inscrit annuellement au budget général des dépenses.

Art. 5. Par dérogation à l'article 12, § 1er, de la loi du 16 mars 1954 précitée :

1° en cas de nécessité, l'Exécutif peut autoriser l'Office à se procurer les ressources nécessaires par voie d'emprunts, en vue de la réalisation de ses missions;

2° l'Exécutif peut accorder la garantie de la Région envers les tiers, aux conditions qu'il détermine, au remboursement du principal et au paiement des intérêts et charges de ces emprunts, dans les limites fixées par le décret contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne.

Art. 6. L'Exécutif détermine les biens, droits et créances à céder à l'Office pour l'accomplissement des missions prévues à l'article 2 et en priorité ceux de la Société nationale terrienne affectés aux activités de remembrement et de bonification foncière et qui sont nécessaires aux activités de l'Office.

Tous les actes accomplis entre le 1er janvier 1990 et la date d'entrée en vigueur du présent décret pour la gestion des missions qui étaient antérieurement confiées à la Société nationale terrienne sont réputés avoir été accomplis par l'Office dans la mesure où ils ont trait aux biens, droits et créances cédés à celui-ci en application de l'alinéa premier.

Art. 7. § 1er. L'Office est géré par l'Exécutif régional wallon. Celui-ci peut déléguer les pouvoirs de gestion journalière à un administrateur général et à un administrateur général-adjoint.

L'Exécutif régional wallon nomme l'administrateur général et l'administrateur général-adjoint.

§ 2. Il est créé un Comité de coordination chargé de donner un avis soit d'initiative, soit à la demande de l'Exécutif régional wallon, sur le budget, le programme et l'exécution des missions de l'Office.

Le Comité de coordination est composé de quinze membres dont :

— six représentants des organisations agricoles;

— six représentants des mandataires locaux;

— trois experts choisis pour leur connaissance et expérience en matière d'aménagement du territoire, d'environnement, d'agriculture et de conservation de la nature.

L'Exécutif désigne les membres du Comité de coordination pour une durée de six ans. Le secrétariat du Comité est assuré par l'administrateur général ou son délégué.

L'Exécutif arrête le règlement d'ordre intérieur et le mode d'indemnisation des membres du Comité de coordination.

Art. 8. Dans les dispositions des lois :

— du 22 juillet 1970 relative au remembrement légal de biens ruraux;

— du 12 juillet 1976 portant des mesures particulières en matière de remembrement légal de biens ruraux lors de l'exécution de grands travaux d'infrastructure;

— du 10 janvier 1978 portant des mesures particulières en matière de remembrement à l'amiable de biens ruraux,

les mots « Société nationale terrienne » et l'abréviation « S.N.T. » sont, pour la Région wallonne, remplacés par les mots « Office wallon de Développement rural » et l'abréviation « O.W.D.R. ».

Art. 9. Les mots « Office wallon de Développement rural (O.W.D.R.) » sont ajoutés à la liste des organismes énumérés à l'article 1er, alinéa 1er, A, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

(1) Session 1990-1991

Documents du Conseil. — 209 (1990-1991), nos 1 à 9.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 21 février 1991. Discussion. Vote.

Art. 10. L'Exécutif fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*
Namur, le 28 février 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,
B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux,
des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne;
A. VAN der BIEST

Le Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne,
A. DALEM

Le Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale,
de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles pour la Région wallonne,
E. HISMANS

Le Ministre des Travaux publics et de l'Équipement pour la Région wallonne,
A. BAUDSON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche,
des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,
A. LIENARD

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 91 — 858

28. FEBRUAR 1991

Dekret über die Errichtung des Wallonisches Amtes für Ländliche Entwicklung (W.A.L.E.) (1)

Der Wallonische Regionalrat hat das folgende angenommen, und Wir, Exekutive sanktionieren es :

Artikel 1. Eine gemeinnützige rechtsfähige Einrichtung wird unter der Bezeichnung « Wallonisches Amt für Ländliche Entwicklung (W.A.L.E.) » errichtet. Der Sitz des Amtes wird in Libramont festgelegt.

Das Amt wird den durch Artikel 1 des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle gewisser gemeinnützigen Einrichtungen aufgezählten Einrichtungen der Kategorie A zugeordnet.

Art. 2. Das Amt hat als Aufgabe :

1° seinen Beitrag zu der Vorbereitung und der Ausführung von Flurbereinigungsmaßnahmen ländlicher Güter zu leisten;

2° den Gemeinden die notwendige technische Hilfe, insbesondere durch die Verwirklichung von Gemeindepläne ländlicher Entwicklung, bei der Vorbereitung und der Ausführung der Maßnahmen zur Entwicklung der ländlichen Gebiete zu leisten;

3° Aktionen von Bodenpolitik im Rahmen der Erfüllung der in Punkten 1° und 2° vorgesehenen Aufgaben durchzuführen;

4° jedes Gemeindedokument über Raumordnung und Städtebau für Rechnung der Gemeinden abzufassen.

Art. 3. Hinsichtlich der Ausführung der in Artikel 2, 3°, aufgezählten Aufgaben, kann die Wallonische Regionalexekutive auf Vorschlag des Amtes, die Enteignung im öffentlichen Interesse von bebauten oder unbebauten Gebäuden durchführen.

Art. 4. Die laufende Ausgaben des Amtes werden durch die Wallonische Region gedeckt. Kreditmittel werden in den allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan jährlich eingetragen.

Art. 5. In Abweichung des Artikels 12, § 1, des vorerwähnten Gesetzes vom 16. März 1954 :

1° kann die Exekutive das Amt in Notfall erlauben, sich die erforderlichen Mittel durch Anleihen zu verschaffen, hinsichtlich der Erfüllung seiner Aufgaben;

2° kann die Exekutive in den Grenzen des Dekrets zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region die Garantie der Wallonischen Region gegenüber der Dritten unter die von ihr bestimmten Bedingungen gewähren für die Rückerstattung des Kapitals und für die Zahlung der Zinsen und Belastungen dieser Anleihen.

Art. 6. Die Güter, Rechte und Aussenstände, die dem Amt zur Erfüllung der in Artikel 2 vorgesehenen Aufgaben zu übertragen sind, und zuerst die der Nationalen Gesellschaft für ländliche Wohnbauförderung, die auf Flurbereinigungs- und Bodenverbesserungstätigkeiten eingesetzt werden, und, die für die Tätigkeiten des Amtes erforderlich sind, werden durch die Exekutive bestimmt.

Die zwischen dem 1. Januar 1990 und dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets für die Verwaltung der Aufgaben ausgeführten sämtlichen Aktionen, die vorher der Nationalen Gesellschaft für ländliche Wohnbauförderung anvertraut waren, gelten als durch das Amt ausgeführte Aktionen, soweit sie die Güter, Rechte und Aussenstände, die ihm in Anwendung des ersten Absatzes übertragen sind, bestimmen.

(1) Sitzungsperiode 1990-1991

Ratsdokumente. — 209 (1990-1991), Nrr. 1 bis 9.

Ausführlicher Bericht. — Öffentliche Sitzung vom 21 Februar 1991. Diskussion, Abstimmung.

Art. 7. § 1. Das Amt wird durch die Wallonische Regionalexekutive verwaltet. Diese kann die Befugnisse von täglicher Verwaltung einem Generalverwalter oder einem beigeordneten Generalverwalter übertragen.

Der Generalverwalter und der beigeordnete Generalverwalter werden durch die Exekutive ernannt.

§ 2. Ein Koordinierungsausschuß, der beauftragt ist, entweder aus eigener Initiative oder auf Antrag der Wallonischen Regionalexekutive, ein Gutachten über das Haushalt, das Programm und die Ausführung der Aufgaben des Amtes abzugeben, wird errichtet.

Der Koordinierungsausschuß besteht aus fünfzehn Mitgliedern :

- sechs Vertretern der landwirtschaftlichen Organisationen;
- sechs Vertretern der lokalen Amtsträger;
- drei Sachverständigen, die für ihre Kenntnis und Erfahrung in Sachen Raumordnung, Umwelt, Landwirtschaft und Erhaltung der Natur ausgewählt sind.

Die Exekutive ernennt die Mitglieder des Koordinierungsausschusses für eine Dauer von sechs Jahren. Das Sekretariat des Ausschusses wird von dem Generalverwalter oder seine Bevollmächtigten gewährleistet.

Die Exekutive legt die allgemeine Dienstordnung und das Verfahren der Vergütung der Mitglieder des Koordinierungsausschusses fest.

Art. 8. In den Bestimmungen der Gesetze :

- vom 22. Juli 1970 über die gesetzliche Flurbereinigung ländlicher Güter;
- vom 12. Juli 1976 über Sondermaßnahmen in Sachen gesetzlicher Flurbereinigung ländlicher Güter bei der Ausführung von grossen Unterbau;
- vom 10. Januar 1978 über Sondermaßnahmen in Sachen gütlicher Flurbereinigung ländlicher Güter werden, was die Wallonische Region betrifft, die Wörter « Société nationale terrienne » (Nationale Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauförderung) und die Abkürzung « S.N.T. » durch die Wörter « Office wallon de Développement rural » (Wallonisches Amt für Ländliche Entwicklung) und die Abkürzung « O.W.D.R. » ersetzt.

Art. 9. Die Wörter « Office wallon de Développement rural » (O.W.D.R.) werden in die Liste der in Artikel 1, Absatz 1, Kategorie A des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle gewisser gemeinnütziger Einrichtungen aufgezählten Einrichtungen hinzugefügt.

Art. 10. Das Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets wird durch die Exekutive festgelegt.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 28. Februar 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,
B. ANSELME

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den lokalen Behörden,
den bezuschußten Arbeiten und dem Wasser für die Wallonische Region,
A. VAN der BIEST

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und des Transportwesens für die Wallonische Region,
A. DALEM

Der Minister der Beschäftigung, beauftragt mit der Ländliche Erneuerung,
der Erhaltung der Natur und der Industriezonen für die Wallonische Region,
E. HISMANS

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten und der Ausrüstung für die Wallonischen Region,
A. BAUDSON

Der Minister der Raumordnung, der Forschung, der Technologien
und der Auswärtigen Beziehungen für die Wallonische Region,
A. LIENARD

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,
G. LUTGEN

VERTALING

N. 91 — 858

28 FEBRUARI 1991

Dekret houdende oprichting van de Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling (W.D.P.O.) (1)

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Er wordt onder de benaming « Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling » (W.D.P.O.) een instelling van openbaar nut opgericht, met rechtspersoonlijkheid en waarvan de zetel te Libramont gevestigd is.

De Dienst is gerangschikt onder de instellingen van categorie A vermeld in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Art. 2. De Dienst heeft ten doel :

- 1° zijn medewerking te verlenen aan de voorbereiding en aan de uitvoering van elke ruilverkavelingsoperatie van landeigendommen;
- 2° de gemeenten tijdens de voorbereiding en de uitvoering van plattelandsontwikkelingsoperaties de nodige technische bijstand te verlenen, in het bijzonder door de uitvoering van gemeentepannen voor plattelandsontwikkeling;
- 3° handelingen van grondbeleid te voeren in het kader van de uitvoering van de sub 1° en 2° voorziene opdracht;

(1) *Zitting 1990-1991*

Stukken van de Raad, 209 (1990-1991), nrs. 1 tot 9.

Volledig verslag. — Openbare zitting van 21 februari 1991. · Bespreking. Stemming.

4° alle gemeentebescheiden inzake ruimtelijke ordening en stedenbouw op te stellen voor rekening van de gemeenten.

Art. 3. Met het oog op de uitvoering van de in artikel 2 opgesomde opdrachten kan de Waalse Gewestexecutieve, op voordracht van de Dienst, de onteigening wegens algemeen nut van gebouwde of niet-gebouwde onroerende goederen voortzetten.

Art. 4. De lopende uitgaven van de Dienst worden gedekt door het Waalse Gewest. Een krediet wordt jaarlijks ingeschreven in de algemene begroting van de uitgaven.

Art. 5. In afwijking van artikel 12, § 1, van voormelde wet van 16 maart 1954 :

— kan de Executieve, wanneer het nodig is, de Dienst toelaten de voor de uitvoering van zijn opdrachten nodige middelen te vinden bij wijze van leningen;

— kan de Executieve de waarborg van het Gewest ten opzichte van derden verlenen aan de door haar vastgestelde voorwaarden voor de terugbetaling van de hoofdsom en voor de betaling van de interesten en lasten van deze leningen, binnen de grenzen vastgesteld bij het decreet houdende de algemene begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest.

Art. 6. De Executieve bepaalt de over te dragen goederen, rechten en schulden aan de Dienst voor de uitvoering van de in artikel 2 voorziene opdrachten en, bij voorrang, die van de Nationale Landmaatschappij aangewend aan de ruilverkavelings- en landverbeteringsactiviteiten en die nodig zijn voor de activiteiten van de Dienst.

Alle tussen 1 januari 1990 en de datum van inkrachttrading van onderhavig decreet verrichte handelingen voor de waarneming van de opdrachten die voorheen toevertrouwd waren aan de Nationale Landmaatschappij worden geacht door de Dienst uitgevoerd te zijn voor zover zij betrekking hebben op de goederen, rechten en schulden aan hem overgedragen bij toepassing van vorig lid.

Art. 7. § 1. De Dienst wordt door de Waalse Gewestexecutieve beheerd. Deze kan de bevoegdheden van dagelijks beheer aan een administrateur-generaal en aan een adjunct-administrateur-generaal overdragen.

De administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal worden door de Waalse Gewestexecutieve benoemd.

§ 2. Er wordt een coördinatiecomité opgericht die belast wordt met het geven van adviezen, hetzij uit eigen initiatief, hetzij op aanvraag van de Waalse Gewestexecutieve, over de begroting, het programma en de uitvoering van de opdrachten van de Dienst.

Het coördinatiecomité bestaat uit vijftien leden waarvan :

— zes vertegenwoordigers zijn van landbouworganisaties;

— zes vertegenwoordigers zijn van plaatselijke volksvertegenwoordigers;

— drie deskundigen die gekozen worden wegens hun kennis en ondervinding inzake ruimtelijke ordening, leefmilieu, landbouw en natuurbehoud.

De leden van het coördinatiecomité worden voor zes jaar door de Executieve benoemd. Het secretariaat van het comité wordt verzekerd door de administrateur-generaal of door zijn afgevaardigde.

De Executieve bepaalt het reglement van inwendige orde en de vergoedingswijze van de leden van het coördinatiecomité.

Art. 8. In de bepalingen van de wetten :

— van 22 juli 1970 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet;

— van 12 juli 1976 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet bij de uitvoering van grote infrastructuurwerken;

— en van 10 januari 1978 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen in der minne,

worden de woorden « Nationale Landmaatschappij » en de afkorting « N.L.M. » vervangen, wat het Waalse Gewest betreft, door de woorden « Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling » en door de afkorting « W.D.P.O. ».

Art. 9. De woorden « Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling » (W.D.P.O.) worden bij de lijst gevoegd van de instellingen vermeld in artikel 1, 1e lid, A, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Art. 10. De Executieve bepaalt de datum van inkrachttrading van onderhavig decreet.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 28 februari 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,
B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Binnenlandse Aangelegenheden,
belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,
A. VAN der BIEST

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Vervoer,
A. DALEM

De Minister van het Waalse Gewest voor Tewerkstelling,
belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriegebieden,
E. HISMANS

De Minister van het Waalse Gewest voor Openbare Werken en Uitrusting,
A. BAUDSON

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening,
Onderzoek, Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
A. LIENARD

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,
G. LUTGEN